



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7524

N° 0001 - Juin 2024

Revue LES TISONS



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Éditions *Cerfed*

Arrond. 5, Sect. 22, Av. Toguiyeni

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>
<http://www.revuelestisons.bf>
lestisons@revuelestisons.bf

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso
(+226) 66006650/70104853

PRÉSENTATION/POLITIQUE ÉDITORIALE

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie,**

Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : lestisons@revuelestisons.bf.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

CONSIDÉRATION ÉTHIQUE

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

NORMES ÉDITORIALES

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Catherine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

DIRECTION DE PUBLICATION

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

RESPONSABLE DES FINANCES

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers, UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

COMITÉ DE LECTURE

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis

BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado Joël OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémie ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutié SANGARÉ,

Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépín HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. Ulysse Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUENDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT,

Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ; Pr Firmin GOUBA, MC, Communicologue, IPERMIC, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ; Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Anthropologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST(Burkina Faso) ; Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina

Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

Table des matières

L'épistémologie naturalisée selon Willard Van Orman Quine : chemin d'une science pour tous ... NATCHIA Koutoua Jean de Dieu.....	15
Socio-anthropologie d'une Maladie Tropicale Négligée dans une zone rurale du Niger : l'exemple de la lèpre à Danja et bourgades environnantes de Maradi ... MALAM MAMANE SANI Ibrahim, SOULEY ISSOUFOU Mamane Sani, ELHADJI DAGOBI Abdoua	39
Les instruments juridiques et méthodologiques de l'éthique de la recherche en Afrique subsaharienne : une revue systématique de la littérature ... ADJOVI Ingrid Sonya Mawussi, BALLEY Chabi Marius, MOUMOUNI MOUSSA Ismail, ADAMOU Aïman	61
John Locke et la modernité libérale : aux sources de la tolérance ... BIYOGHE Pamphile.....	85
Partir de Fénelon et Condorcet pour repenser l'instruction des filles ... YABRÉ Kirgoua	109
Défis et perspectives de l'officialisation et la promotion des langues nationales au Burkina Faso BATIONO Zomenassir Armand	125
Du rejet de l'ambiguïté linguistique : principe majeur de la consolidation sociale ... COULIBALY Nalourgo Drissa.....	149
Stratégies d'empowerment et lutte contre l'extrémisme violent dans la Région des Savanes au Togo	167
Les particularités stylistiques de la poésie de Pacéré Frédéric Titinga ... BELEM Hamidou.....	203
Production d'œuvres d'art sculptées dans la controverse de l'inné et de l'acquis à Daloa en Côte d'Ivoire ... N'GUESSAN Kouadio Raymond	229
De la tripartition de pouvoirs chez Montesquieu : prévention contre l'abus de pouvoir ... SOUMBOUNOU Mamadou.....	243

Suivi parental des activités scolaires à domicile et réussite scolaire des élèves du lycée municipal de Yagma à Ouagadougou ... OUÉDRAOGO Fernand, SANKARA Yassia	261
Influence de l'intelligence émotionnelle sur le succès de carrière professionnelle chez les agents des institutions financières de Lomé au Togo ... KAZIMNA Pazambadi & LOAMEDENUDZI Koffi	289
Expressions littéraires et déconstruction des normes sociétales dans Devoir de cuisson de Hadiza Sanoussi BELEMTOUGRI Datoussinmaneba Xavier.....	305
Intelligence artificielle et robotique au service du système de santé de l'humanité ... AKA Pancrace	325
Perceptions des femmes utilisatrices des méthodes contraceptives non-médicales Au Burkina FASO ... BATIONO Nestor, SO Abdoulaye, KABORÉ Ahmed, NGANGUE Patrice, DRABO K. Maxime	347
Valeurs/savoirs endogènes et développement dans l'histoire et la littérature factuelle du Burkina Faso ... COULIBALY Dofini Dieudonné, DIPAMA Wend-Vénègda Arsène.....	367
Cultures et déliaison sociale en Afrique : de la recherche d'un vivre ensemble par une analyse critique du concept d'ivoirité ... TIENTEGA Koudregma Yaya	397
Le news management institutionnel : quels processus stratégiques pour la créativité dans l'espace ouest africain ? ... BEYI Wendgoudi Apollinaire	415
La réputation numérique de Dii Alfred Diban KI-ZERBO ... PARÉ Cyriaque	444



**Valeurs/savoirs endogènes et développement
dans l'histoire et la littérature factuelle du Burkina
Faso**

*Endogenous values/knowledge and development in
the history and factual literature of Burkina Faso*

COULIBALY Dofini Dieudonné
dofidiencoulba@yahoo.fr

DIPAMA Wend-Vénègda Arsène
dipama45@yahoo.fr
Université Nazi Boni
Burkina Faso

Pour citer cet article

COULIBALY Dofini Dieudonné, DIPAMA Wend-Vénègda Arsène,
2024, « Valeurs/savoirs endogènes et développement dans l'histoire et
la littérature factuelle du Burkina Faso », *Revue LES TISSONS*, N°
0001, Vol.1, Juin, p. 367-396.

Résumé : Concevoir le développement durable dans une visée holistique, tel est le crédo de plusieurs sommités politiques africaines. Sans tourner le dos aux apports des autres peuples du monde, les panafricanistes ont dessiné une voie originale de croissance de l'Afrique. Bien que souvent combattus pour leurs idéologies de l'intérieur comme de l'extérieur du continent, leur combat demeure noble pour l'émergence des pays du Sud. Cet article pose, au cœur du débat, l'apport des afrocentristes notamment burkinabè sur la nécessité de l'auto-développement. Ainsi, au Burkina Faso, l'endogénéité reste la philosophie dominante de développement défendue par des personnalités politiques, parfois au prix de leur vie. Notre étude revisite l'histoire et les discours autobiographiques de quelques hommes politiques burkinabè entre 1919 et 2000. De cette fouille historique et littéraire, il ressort que les pistes idéologico-matérialistes du développement durable au Burkina Faso sont indétachables de la promotion des valeurs et savoirs endogènes. La solidarité économique et politique conjuguée à la mise en évidence des savoir-faire locaux constituent des gages certains d'auto-développement. Lire l'histoire et la littérature factuelle nationales permet de se convaincre de l'impératif qu'un peuple se développe, d'abord sur la base de ses valeurs intrinsèques, s'envole au rendez-vous de l'universel ensuite.

Mots-clés : auto-développement, histoire, littérature factuelle, valeurs endogènes, savoirs endogènes.

Abstract: *Conceiving sustainable development with a holistic aim is the credo of several African political luminaries. Without turning their back on the contributions of other peoples of the world, Pan-Africanists have charted an original path for Africa's growth. Although often fought for their ideologies from inside and outside the continent, their fight remains noble for the emergence of the countries of the South. This article places, at the heart of the debate, the contribution of Afrocentrists, particularly Burkinabe, on the need for self-development. Thus, in Burkina Faso, endogeneity remains the dominant development philosophy defended by political figures, sometimes at the cost of their lives. Our study revisits the history and autobiographical speeches of some Burkinabe politicians between 1919 and 2000. From this historical and literary excavation, it emerges that the ideological-materialist paths of sustainable development in Burkina Faso are inseparable from the promotion of values and knowledge endogenous. Economic and political solidarity combined with the highlighting of local know-how constitute certain guarantees of self-development. Reading history and national factual literature allows one to be convinced of the imperative that a people develop, first on the basis of its intrinsic values, and then fly to the meeting of the universal.*

Keywords: *self-development, history, factual literature, endogenous values, endogenous knowledge.*

Introduction

« On ne développe pas, on se développe », dicit Joseph Ki-Zerbo (2007, p. 12). Cette maxime pose l'épineuse question du développement dans les pays africains en général et au Burkina Faso en particulier. On est en droit de se demander si l'on peut envisager de se développer sur la base de valeurs et savoirs de l'ailleurs³⁰. Plus de soixante ans après les indépendances africaines, le moment est venu d'opérer un bilan objectif quant à la promotion des valeurs et savoirs intrinsèques du Burkina et leur impact sur l'auto-développement. C'est pourquoi, nous avons opté de réfléchir sur le sujet ainsi libellé : « Valeurs / savoirs endogènes et développement dans l'histoire et la littérature factuelle du Burkina Faso ». Il s'agit pour nous de partir de deux disciplines humaines en l'occurrence l'histoire et la littérature factuelle pour lire la dimension de l'endogénéité dans le développement du Burkina Faso.

La problématique s'articule autour des interactions entre les faits historiques et littéraires, des figures de proue de l'histoire du Burkina Faso entre 1919 et 2000 ainsi que de la place des valeurs et savoirs endogènes dans l'auto-développement au Burkina Faso. En guise de cadre théorique, notre analyse s'inscrit dans la théorie de l'analyse du discours littéraire et historique développée par Philippe Lejeune et Dominique Maingueneau, entre autres. La structure de notre analyse comporte trois points : le cadre théorique et la clarification conceptuelle, la biobibliographie des personnalités politiques et l'impact des valeurs/savoirs endogènes sur l'auto-développement du Burkina Faso.

1. Cadre théorique et clarification conceptuelle

³⁰ Il serait absurde de ne pas reconnaître l'universalité des valeurs culturelles telles que la solidarité, l'hospitalité, l'unité... Il n'en demeure pas moins que les approches ou les modes de mise en pratique de ces valeurs universelles diffèrent d'un peuple à un autre, d'un pays à un autre, d'un continent à un autre.

1.1. Cadre théorique

Les travaux de Ph. Lejeune sur le genre autobiographique débutèrent autour des années 1970 en France. Pionnier dans la théorisation des écritures de soi, il distingue plusieurs sous-genres de l'autobiographie : l'autobiographie³¹, la biographie, les mémoires, le roman autobiographique, le poème autobiographique, le journal intime, la correspondance. Ces genres littéraires sont désignés plus tard récits de vie par E. Sankara (2016). Le dénominateur commun à ces différentes désignations demeure la mise en scène de la vie réelle de l'auteur ou du co-auteur. Dans cette forme de littérature, une part belle est réservée au contexte historique d'où le concept de littérature factuelle. D'un point de vue narratologique, ces écritures de soi établissent une identité entre les énonciateurs et manifestent une relation de connivence entre contexte situationnel et contexte textuel. En clair, ces genres littéraires recommandent l'authenticité, la vérité et la sincérité dans le discours (Lejeune, 1996, p. 15).

1.2. Autobiographie, mémoires et biographie

L'autobiographie désigne la « biographie d'une personne écrite par la personne même³² ». Ce sont des « mémoires qui se rapportent beaucoup plus aux hommes qu'aux événements auxquels ils ont été liés. » (Larousse cité par Stiker-Métral, 2014, p. 16). C'est un « récit rétrospectif en prose qu'une personne réelle fait de sa propre existence, lorsqu'elle met l'accent sur sa vie individuelle, en particulier sur l'histoire de sa personnalité. » (Lejeune, 1996, p. 14). Il s'agit donc d'une narration homodiégétique (Genette, 1972). L'un des critères majeurs de cette définition porte sur la situation de l'auteur dont l'identité doit coïncider exactement avec celle du narrateur et du personnage principal. En effet, « pour qu'il y ait autobiographie, il faut qu'il y ait identité de l'auteur, du narrateur et du personnage. » (Lejeune, 1996, p. 15) : c'est ce que l'auteur appelle le pacte autobiographique.

³¹ Selon Ph. Lejeune (1996), l'autobiographie constitue avec la biographie, les mémoires... des sous-genres du genre autobiographique.

³² Définitions selon le *Dictionnaire de l'Académie* en 1856 et le *Littre* en 1863.

Les mémoires constituent des « souvenirs écrits par une personne ayant été acteur ou témoin de la vie publique de son temps. [C'est un] recueil de souvenirs, de témoignages d'une personne privée³³ ». Comme genre littéraire, ils sont énonciativement similaires à l'autobiographie car respectant le *pacte* autobiographique ci-dessus mentionné. Cependant, les mémoires se distinguent de l'autobiographie par la priorité accordée au moi extérieur, aux perceptions sociales, politiques et historiques. En effet, pour Sankara (2016, p. 24), « les mémoires, proches de l'autobiographie, ajoutent une dimension extérieure par l'accent mis sur les événements historiques ou politiques auxquels prend part l'auteur qui en est le témoin privilégié ».

La biographie a trait au discours d'un auteur sur une autre personne dans une narration centralisant la personne « il »³⁴. Cependant, dans la biographie, il arrive que l'auteur et le narrateur soient liés l'un à l'autre par une relation d'identité ; et que dans certaines circonstances, il existât une non- identité entre ces deux actants. Dans le dernier cas, même si le narrateur actualise le « je » dans son énonciation, cette personne ne s'identifie point au personnage principal, et donc à l'auteur d'où la dominance de la narration hétérodiégétique (Genette, 1972). Au Burkina Faso, nous assistons à une sorte d'émergence de la littérature factuelle au sommet de l'État. La quasi-totalité des personnalités ayant occupé des postes de responsabilités politiques ont produit et publié leurs propres mémoires, et/ou ont constitué la matière de plusieurs biographies. (Cf. le point 2 ci-dessous).

1.3. Analyse du discours

Le terme « analyse du discours » (AD) prend sa source aux États-Unis sous la plume de Z. S. Harris qui l'avait employé en 1952 en faisant référence à la linguistique textuelle, c'est-à-dire, l'extension des procédures distributionnelles à des unités transphrastiques. (Charaudeau, Maingueneau, 2002, p. 41). Depuis, l'AD est devenue une théorie multidisciplinaire et transdisciplinaire. Pour les besoins

³³ Idem

³⁴ Il n'est toutefois pas exclu la possibilité d'écrire une biographie en employant « je » selon Ph. Lejeune (1996).

du présent article, nous considérons l'AD dans le sens que lui attribuait Maingueneau (2006, p. 14) selon lequel l'AD se rapporte à la relation entre texte et contexte. En effet, notre objectif consiste à placer en regard les discours littéraire et historique afin d'y déceler, d'une part, les influences mutuelles, d'autre part, les valeurs et les savoirs endogènes portés par des voix d'autorité en vue d'un développement structurel du Burkina Faso. Auparavant, une approche définitionnelle des concepts opératoires de l'analyse s'impose.

2. Clarification conceptuelle

La nature endogène et l'orientation panafricaniste de cette réflexion nous obligent à la clarification conceptuelle de certaines notions.

2.1. Valeurs et savoirs endogènes

Les valeurs endogènes et les savoirs locaux se rapportent à ce que l'UNESCO³⁵ a désigné en 2003 « patrimoine culturel immatériel » :

Les pratiques, les représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. (UNESCO, 2012, p. 5).

Les valeurs endogènes ont trait aux identités culturelles spécifiques des peuples. Il s'agit de partir des cultures intrinsèques aux peuples pour y déceler les mécanismes d'auto-détermination vis-à-vis de l'universel. Il faut, néanmoins, se garder de toute posture d'autarchisme et s'asseoir à la table du monde avec ses propres attributs identitaires. Du reste, c'est ce que recommande Ki-Zerbo

³⁵UNESCO : Organisation des Nations Unies pour la science, l'éducation et la culture créée en 1945.

(2016, p. 838) qui distingue entre les valeurs et les contre-valeurs : dignité vs pauvreté, solidarité vs corruption... La valeur de la solidarité et ses diverses manifestations retiendront notre attention.

Quant aux savoirs locaux, ce sont des connaissances d'ordre théorique mises en pratique de génération en génération. Dans la littérature portant sur le sujet, nous rencontrons une multitude de terminologies synonymiques : savoirs endogènes, savoirs locaux, savoirs traditionnels, savoirs populaires, savoirs empiriques, connaissances autochtones, savoirs indigènes. (CAPES, 2006, p. 11)³⁶. « Les savoirs locaux ont été développés, pratiqués et transmis de génération en génération et on fait leurs preuves. C'est sur la base de ces savoirs locaux que les populations rurales ont pu s'organiser, s'adapter et survivre dans des environnements bien souvent hostiles » (CAPES, 2006, p. 12). Ces savoirs endogènes se rencontrent dans plusieurs domaines : technique, politique, religieux, culturel, économique, artisanal... Au Burkina Faso, nombreux sont les régimes politiques d'obédience panafricaniste qui ont mis en valeur les savoir-faire endogènes en vue de booster le développement intégral du pays.

2.2. Panafricanisme et développement endogène

Plusieurs voix s'accordent à attribuer la paternité du panafricanisme au Noir-Américain W. E. B. Du Bois³⁷ (1868-1963). Le panafricanisme mondial dont Garvey demeure aussi une figure de proue est un mouvement anticolonialiste, anti-impérialiste, antiraciste, mettant au cœur de son action, la reconnaissance du droit des peuples noirs à disposer d'eux-mêmes. Sur le continent africain, le panafricanisme constitue un mouvement de libération contre la domination politique, l'exploitation économique et l'aliénation culturelle des Blancs par l'égalité, la liberté et l'éducation (Chanaiwa, 1981, p. 781). Le mouvement panafricaniste

³⁶ Pour le présent article, nous emploierons l'un ou l'autre de ces vocables sans distinction particulière de sens.

³⁷ William Edward Burghardt Du Bois a participé à la première conférence panafricaine tenue à Londres en 1900, puis à tous les autres congrès panafricains tenus dans divers pays jusqu'en 1945.

contribuera énormément à la libération de l'Afrique au tournant des années 1950-1965 et à jeter les bases de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963³⁸.

Après les indépendances formelles, le mouvement panafricaniste ambitionne également l'auto-développement politique, économique et culturel. Le développement endogène dont il est question ne s'entend pas en termes de fermeture à l'apport du monde extérieur. Il traduit plutôt la nécessité d'axer le développement sur les valeurs et savoirs locaux africains. En somme, le développement endogène « [...] désigne la capacité d'objectiver et d'articuler nos perceptions culturelles dans la matière technique et réciproquement ; de puiser dans les techniques pour renforcer notre auto-identification et notre intercommunication. » (Ki-Zerbo, 2010, p. 110). L'ouverture au monde demeure la condition du développement endogène, car :

Il n'y a pas de développement « clé en main ». Le seul développement viable et valable est le développement « clé en tête ». L'endogène n'est ni un africanisme de plus ni une néonégritude, c'est un concept universel. L'endogène n'est ni un trésor enfoui que nous devons déterrer ni une diapositive figée pour la contemplation. (Ki-Zerbo, 2007, p. 107).

Les personnalités politiques qui font l'objet du présent article sont baignés dans les valeurs panafricanistes et le développement endogène.

3. Les figures de proue de l'histoire burkinabè de 1919 à 2000

Il est prétentieux de situer tous les acteurs politiques ayant marqué l'histoire du Burkina Faso de 1919 à 2000 dans l'espace d'un article. En conséquence, notre choix portera sur une dizaine de personnalités politiques dont nous dresserons individuellement la biobibliographie. Les critères qui ont prévalu au choix des auteurs sont : être de nationalité burkinabè, avoir occupé un/des poste(s) de responsabilité politique (président de la république, président de

³⁸Les autres panafricanistes de renom sont, entre autres : Peter Milliard (Guyane), Aimé Césaire (Martinique), Kwame Nkrumah (Ghana), Peter Abrahams (Afrique du Sud), Jomo Kenyatta (Kenya), Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso).

l'Assemblée nationale, ministre, leader d'un parti politique) ; être auteur de ses mémoires ou faire l'objet d'une biographie publiée par un autre auteur de nationalité burkinabè ou non. Pour le *Descriptif* (Hamon, 1993), l'accent sera mis sur l'identité auctoriale, le parcours scolaire et académique, les postes de responsabilité, la bibliographie factuelle de chaque personnalité.

3.1. COULIBALY Daniel Ouézézin (1909-1958)

D. O. Coulibaly naquit le 1^{er} juillet 1909 à Pouy en pays bwa dans la Boucle du Mouhoun. Ses études se déroulent à Ouagadougou puis se terminent dans la prestigieuse école normale William Ponty à Gorée au Sénégal. De cet établissement, il sort instituteur et fait valoir ses services à Bobo-Dioulasso, Banfora et à William Ponty comme formateur des instituteurs, médecins, pharmaciens, vétérinaires, administrateurs...Patriote et africaniste dans le sang, militant dans le parti communiste, co-fondateur du R.D.A.³⁹ en 1946 où il est élu député du territoire de la Haute-Côte d'Ivoire, Conseiller général en 1951, puis Sénateur de la Côte d'Ivoire.

Le 31 mars 1957, il obtient la majorité à l'Assemblée territoriale de Haute-Volta avec le Parti démocratique unifié (P.D.U.)⁴⁰. Il est Vice-président du Conseil de Gouvernement présidé par Yvon Bourges à la tête de la colonie. L'homme est un « baroudeur, homme politique avisé, d'une intelligence hors pair, infatigable homme de dialogue ». (Lamizana, 1999a, p. 210). Il s'éteint prématurément en France le 7 septembre 1958 à Paris. Toute sa vie durant, il n'a travaillé et rêvé que de l'Unité africaine.

Bibliographie/Biographies

BALIMA Salfo-Albert, 1996, *Un combattant pour une Afrique nouvelle : le président Daniel Ouézézin Coulibaly, 1909-1958*, Ouagadougou, Dimension Services.

39R.D.A. : Rassemblement démocratique africain, fondé lors du congrès panafricain tenu à Bamako au Mali du 9 au 21 octobre 1946 avec Félix Houphouët-Boigny et une bonne partie de l'intelligentsia africaine des années 1940 dont Philippe Zinda Kaboré, Modibo Kéita,

40 P.D.U. : Parti démocratique unifié est l'union R.D.A. voltaïque et du Parti social d'éducation des masses africaines (PSEMA).

GUEYE Doudou, 1977, *Cahier de la Fondation Félix Houphouët-Boigny – Daniel Ouézzin Coulibaly, le lion du RDA*, Inter Afrique Presse,

PALM Jean-Marc, 2014, *Ouézzin Coulibaly, Nazi Boni : deux leaders politiques africains de Haute-Volta*, Ouagadougou, Kraal.

SÉMI-BI Zan, 1995, *Ouézzin Coulibaly, le lion du RDA (1909-1958)*, Abidjan, PU de Côte d'Ivoire.

3.2. BONI Nazi (1909-1969)

N. Boni est né vers 1909⁴¹ à Bwan dans la région de la Boucle du Mouhoun. Il fit ses études à Dédougou, Ouagadougou et à Gorée à l'école normale William Ponty. Il sortit instituteur en 1931 pour servir dans plusieurs localités en Haute-Volta, au Mali et en Côte d'Ivoire. Politiquement très engagé, il fut député à l'Assemblée française de 1947 à 1957, président de l'Assemblée territoriale voltaïque (1957-1958). Il fut leader de l'Union voltaïque (U.V.), du Mouvement populaire africain (M.P.A.), du Parti du regroupement africain (PRA). En 1966, il fonda le Collège de l'Avenir, premier collège d'enseignement privé laïc de Bobo-Dioulasso. Fondamentalement attaché aux valeurs africaines, il « se donna corps et âme à la recherche de l'affirmation de l'identité de son peuple ». (Sanou, 2000, p. 63). Il décéda accidentellement le 16 mai 1969.

Bibliographie/Biographies

BAZIÉ Jacques Prosper, 2014, *Nazi Boni : Le Moïse du Bwamu*, Ouagadougou, Kraal.

PALM Jean-Marc, 2014, *Ouézzin Coulibaly, Nazi Boni : deux leaders politiques africains de Haute-Volta*, Ouagadougou, Kraal.

3.3 LAMIZANA Sangoulé Aboubacar (1916-2005)

Né en 1916 à Dianra dans le Sourou, il arrête involontairement ses études primaires à la suppression de la colonie en 1932. Recruté dans l'armée française, il passe tous les grades militaires de Caporal à Général. Il participe à la Seconde Guerre mondiale, aux guerres

41 Certaines sources donnent l'année 1912 comme date de naissance de Nazi Boni.

d'Indochine et d'Algérie et rentre au pays à l'annonce de l'indépendance de la Haute-Volta pour fonder l'armée nationale. Avec le soulèvement populaire du 3 janvier 1966, il est porté à la tête de l'État (1966-1980).

Ses préfaciers le décrivent comme « un fin politicien avec une personnalité hors du commun qui surmontait chaque épreuve avec l'innocence qui l'a toujours caractérisé, mais surtout avec un flair et une intelligence louables. » (Lamizana, 1999a). Militaire patriote, discipliné et loyal, il décède le 26 mai 2005 à Ouagadougou.

Bibliographie/Mémoires

LAMIZANA Sangoulé, 1999a, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar.

LAMIZANA Sangoulé, 1999b, *Sur la brèche trente années durant*, Paris, Jaguar.

3.4. CONOMBO Joseph Issoufou (1917-2008)

Il naquit en février 1917 à Tampuncko près de Kombissiri et fréquenta à Ouagadougou, à Bingerville, à Gorée et à Dakar. Nanti d'un diplôme de médecin africain, il fut mobilisé comme « Tirailleurs sénégalais » pendant la Seconde Guerre mondiale et démobilisé en 1946 pour servir comme agent de santé dans plusieurs localités du pays.

Il poursuivit ses études supérieures de médecine en France jusqu'à l'obtention de son doctorat. Il fut député de la Haute-Volta à l'Assemblée nationale française, Grand Conseiller de l'A.O.F., fondateur du Parti social d'évolution des masses africaines (PSEMA), membre du Parti démocratique unifié (P.D.U.), leader du PRA, membre de l'U.D.V. Il fut Ministre des affaires étrangères (1971-1974), puis Premier Ministre (1978-1980) sous le régime de S. Lamizana. Sa devise était : « Débarrasser le chemin pour autrui ». (Conombo, 2003 : 43). Cette devise est un appel au don de soi, une invite à se mettre au service des autres. Il meurt le 20 décembre 2008.

Bibliographie/Mémoires 04

CONOMBO Joseph, 1989, *Souvenirs de guerre d'un "Tirailleurs Sénégalais"*, Paris, L'Harmattan.

CONOMBO Joseph, 1989, *Mba Tinga ou les traditions Moosé dans l'Empire du Moogho-Naba*, Paris, L'Harmattan.

CONOMBO Joseph, 2003, *Une autre conquête de l'Afrique par l'amour et la Charité : Pères blancs et Sœurs blanches du Cardinal Charles Lavignerie Missionnaire d'Afrique*, Ouagadougou, Firmament.

CONOMBO Joseph, 2003, *Acteur de mon temps : un Voltaïque dans le XXe siècle*, Paris, L'Harmattan.

3.5. KABORÉ Philippe Zinda (1920-1947)

Né le 18 novembre 1920 à Koudougou, il entame des études dans sa ville natale, à Ouagadougou, à Bingerville puis à Dakar d'où il sortit major de sa promotion de pharmaciens. Il est membre fondateur du R.D.A. et est élu député en 1946 au compte de la Haute Côte-d'Ivoire au Parlement français.

Sa fille unique Alice Tiendrébéogo/Kaboret (2010) présente son père qu'elle n'a malheureusement pas eu la chance de connaître comme « un héros de la lutte anticoloniale ». Il est mort subitement le 25 mai 1947 à Abidjan à l'âge de 27 ans.

Bibliographie/Biographies

TIENDRÉBEOGO/KABORET Alice, 2010, *Philippe Zinda Kaboret : un héros de la lutte anticoloniale*, Ouagadougou, Imprimerie Presses Africaines.

KABORÉ Désiré, 2010, *Lettres ouvertes : Philippe Zinda Kaboret : premier député de Haute-Volta au parlement français (1941-1947)*, Ouagadougou, Imprimerie Presses Africaines.

3.6. YAMÉOGO Maurice (1921-1993)

M. Yaméogo est né le 21 décembre 1921 à Koudougou où il fit ses études primaires, puis le petit séminaire de Pabré. Il est ensuite respectivement commis expéditionnaire, et commis des Services administratifs, financiers et comptables (SAFC) dans l'administration coloniale. Il fut Ministre de l'Économie agricole, de l'Intérieur et de la Sécurité, de l'Information, des Affaires étrangères, de la Défense nationale, Président du Conseil de Gouvernement de Haute-Volta, Président de la République de la

Haute-Volta (1959) et proclame l'indépendance du pays le 5 août 1960.

Le 3 janvier 1966, un soulèvement populaire le renverse et porte le Général S. Lamizana au pouvoir. Ce dernier le présente comme un homme au caractère révolutionnaire qui n'a pas hésité à demander à l'armée française de quitter le territoire national voltaïque avant le 31 décembre 1961. (Lamizana, 1999b). Il est décédé le 9 septembre 1993 à Ouagadougou.

Bibliographie/Biographie

GUIRMA Frédéric, 1991, *Comment perdre le pouvoir ? Le cas de Maurice Yameogo*, Paris, Chaka.

3.7. KI-ZERBO Joseph (1922-2006)

J. Ki-Zerbo est né le 21 juin 1922 à Toma. Il fit ses études dans les écoles missionnaires. Il poursuit ses études supérieures en France et est le premier Africain à décrocher l'Agrégation d'Histoire en 1956. Il enseigne l'histoire dans plusieurs établissements en France, au Sénégal, en Guinée Conakry et en Haute-Volta. Il fut membre de plusieurs organismes : Conseil exécutif de l'UNESCO (1972-1978), Secrétaire général du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) de 1967-1979, Président de l'Association des historiens africains (1975-2005).

Sur le plan politique, J. Ki-Zerbo fut député (1970-2006). Il est fondateur de ces partis politiques : Mouvement de libération nationale (M.L.N.)⁴², Union progressiste voltaïque (U.P.V.), Front progressiste voltaïque (FPV), Convention nationale des patriotes progressistes/Parti social-démocrate (C.N.P.P./P.S.D.), Parti pour la démocratie et le progrès (P.D.P.).

Il créa aussi le Centre d'études pour le développement de l'Afrique (CEDA) dont la devise est « on ne développe pas, on se développe » en 1980. En 1983, alors en exil au Sénégal, il crée le Centre de recherche pour le développement endogène (C.R.D.E.). Il décède le 4 décembre 2006.

⁴²Le M.L.N. était un parti panafricaniste présent dans des pays tels que le Sénégal, la Guinée, le Niger, le Bénin, la Haute-Volta, le Cameroun.

Bibliographie/Biographie

PAJOT Florian, 2007, *Joseph Ki-Zerbo, Itinéraire d'un intellectuel africain au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan.

3.8. OUÉDRAOGO Gérard Kango (1925-2014)

G. K. Ouédraogo est né le 19 septembre 1925 à Ouahigouya. Ses études se déroulent à Bamako. De 1948 à 1956, il est fonctionnaire au cabinet du Haut-commissaire de l'A.O.F.⁴³ à Dakar.

De 1960 à 1966, il est nommé Ambassadeur à Londres puis Ministre des affaires étrangères. Il crée en 1956 le Mouvement démocratique voltaïque (M.D.V.) et est élu depuis cette date jusqu'à l'indépendance, député à l'Assemblée nationale française.

De 1956 à 1960, il fonde le Mouvement de regroupement africain (Section nationale du PRA). Il préside en 1979 aux destinées du Rassemblement démocratique africain (U.D.V./R.D.A.). Il fut Premier Ministre en 1978, puis Président de l'Assemblée nationale. Il est proclamé en 1998 Président d'Honneur à vie du parti de l'Alliance pour la démocratie et la fédération (A.D.F.-R.D.A.). Il est décédé le 1^{er} juillet 2014 à Ouagadougou.

Bibliographie/Mémoires

OUÉDRAOGO Gérard Kango, 2008, *Chroniques de soixante années de lutte politique : un combat pour l'Afrique*, Ouagadougou, Imprimerie FGZ-Trading.

3.9. GARANGO Tiémoko Marc (1927-2015)

T. M. Garango est né le 27 juillet 1927 à Gaoua. L'essentiel de ses études et de sa formation se déroule en France. Il est auteur d'une Licence en droit public et sciences politiques, d'un diplôme de l'école supérieure de l'Intendance, de l'auditorat de l'Institut des Sciences politiques d'Aix-en-Provence.

Pilier du gouvernement Lamizana comme Ministre des Finances et du Commerce, sa devise était : « Toujours agir, ne jamais subir. » Il a initié la « *garangose* », un système local pour redresser l'économie

43A.O.F. : Afrique occidentale française

nationale. Il est caractérisé par « l'amour de la patrie et celui du travail bien fait [...]».

C'est un homme qui force le respect et l'admiration, c'est un homme correct, rigoureux, méticuleux et très travailleur. C'est quelqu'un de très rigoureux, un grand patriote ». (Garango, 2007, pp. 6/117). Sa carrière politique et diplomatique est riche : ambassadeur auprès de la Chine (1966), de l'Allemagne (1977-1981) et des États-Unis (1981-1983) ; Gouverneur du FMI, Président de la B.C.EAO, Médiateur du Faso (1994-2000). Il décède le 6 mars 2015.

Bibliographie/Mémoires

GARANGO Tiémoko Marc, 1971, *Le Redressement financier de la République de Haute-Volta*, Ouagadougou, Imprimerie Presses africaines.

GARANGO Tiémoko Marc, 2007, *Devoir de mémoire*, Ouagadougou, EDIPAP international.

3.10. Laurent Kilachu BADO

L. K. Bado est né le 28 août 1945 à Zoula dans la province du Sanguié (Réo). Ses études se déroulent au Burkina et en France. Intellectuel et homme politique chevronné, il est le concepteur du « grégarisme africain » comme troisième voie de développement social après le capitalisme et le socialisme qui ont brillé par leur échec.

Le grégarisme prône une économie populaire basée sur les valeurs traditionnelles africaines qui « distingue la liberté et la solidarité sans les séparer, qui unit l'individu et le groupe sans les confondre. »

Enseignant à l'Université de Ouagadougou en Sciences juridiques et politiques, il crée le Parti de la renaissance nationale (PAREN). Il a occupé plusieurs postes de responsabilité.

Bibliographie/Mémoires

BADO Laurent, 2014, *Mon expérience politique*, Lettre VII, Ouagadougou, ZITI imprimerie.

3.11. SANKARA Thomas (1949-1987)

T. Sankara est né le 21 décembre 1949 à Yako. Ses études scolaires se déroulent à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou. Admis au Prytanée militaire du Kadiogo, il a suivi plusieurs formations d'officiers militaires à l'École militaire interarmes (EMIA) au Cameroun, puis à l'Académie militaire d'Antsirabe à Madagascar. En 1976, il commande le Centre national d'entraînement commando (CNEC) de Pô situé à l'ouest du pays. Il a également suivi un stage de renforcement de capacités au Maroc. Il s'est toujours intéressé à la politique déclarant qu'un militaire sans formation politique patriotique est un criminel en puissance. Sur le plan politique, il est nommé en 1981 Secrétaire d'État à l'information dans le gouvernement du Colonel Saye Zerbo, mais il démissionne pour protester contre la suppression du droit de grève. Après le coup d'État du 7 novembre 1982, il est Premier Ministre du Commandant Jean-Baptiste Ouédraogo en 1983. Mais le 17 mai, il est limogé et enfermé, puis un nouveau coup d'État salué par le peuple le libère et le porte à la tête du pouvoir le 4 août 1983. Il est assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou.

Bibliographie/Biographies

BONZI Gnindé, 2015, *Souvenirs de la Révolution : des moments de la Révolution sankariste vue (sic) par un enfant*, Paris, L'Harmattan.

ANDRIAMIRADO Sennen, 1987, *Sankara, le rebelle*, Paris, Jeune Afrique.

ANDRIAMIRADO Sennen, 1989, *Il s'appelait Sankara*, Paris, Jeune Afrique.

BENAMRANE Djilali, 2016, *Sankara, leader africain*, Paris, L'Harmattan.

NNAJI Ben Obinwa, 1989, *Blaise Compaoré: The Architect of Burkina Faso Revolution*, Ibadan, Spectrum Books.

JAFFRÉ Bruno, 1989, *Burkina Faso. Les années Sankara, de la révolution à la rectification*, Paris, L'Harmattan.

JAFFRÉ Bruno, 1997, *Biographie de Thomas Sankara : la Patrie ou la mort*, Paris, L'Harmattan.

COMPAORÉ André Roch, 2015, *Politiques de Thomas Sankara et de Blaise Compaoré, Et enseignement de l'Église catholique*, Paris, L'Harmattan.

SAWADOGO Alfred Yambangba, 2001, *Le Président Thomas Sankara : Chef de la Révolution burkinabè, 1983-1987 : portrait*, Paris/Montréal, L'Harmattan.

SOMÉ Valère, 1990, *Thomas Sankara, l'espoir assassiné*, Paris, L'Harmattan.

ZIEGLER Jean & RAPP Jean-Philippe, 1986, *Thomas Sankara : un nouveau pouvoir africain*, Lausanne, Pierre Marcel Favre.

De ce marathon descriptif, nous pouvons résumer les principaux traits dans ce tableau :

Tableau récapitulatif du descriptif des figures historiques burkinabè

Parcours scolaire et académique		Responsabilités politiques			
<i>Niveau scolaire</i>	<i>Niveau académique</i>	<i>Exécutif</i>	<i>Législatif</i>	<i>Biographies</i>	<i>Mémoires</i>
Coulibaly	Conombo	Coulibaly	Coulibaly	Coulibaly	Lamizana
Lamizana	Garango	Lamizana	Boni	Y	Conombo
Boni	Ki-Zerbo	Yaméogo	Kaboré	Boni	Ouédraogo
Kaboré	Bado	Sankara	Yaméogo	Kaboré	o
Yaméogo		Ouédraogo	Sankara	Yaméogo	Garango
Sankara		o	Ouédraogo	o	Bado
Ouédraogo		Conombo	o	Ki-Zerbo	
		Garango	Ki-Zerbo	Sankara	
			Bado		

				21	10 œuvres
				œuvres	
07 pers.	04 pers.	07 pers.	08 pers.	06 pers.	05 pers.

Ainsi, selon l'échantillonnage retenu pour la présente étude, quatre (04) personnalités seulement sur onze (11) ont le niveau académique, soit environ 36%. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait qu'il s'agit de la première génération instruite dans un système éducatif colonial se limitant au niveau scolaire et professionnel dans toutes les colonies. Par contre, l'engagement politique des hommes retenus est indéniable au regard des statistiques ci-dessus. Au niveau de la bibliographie, faisons remarquer le nombre important des biographies (21 œuvres sur 31 productions en tout, soit 68%) et des personnalités ayant fait l'objet de description biographique (06 personnalités sur 11, soit 55%). C'est dire que l'action de ces hommes politiques a marqué et continue d'impacter les esprits de plusieurs générations. Les mémoires donnent l'occasion à l'auteur lui-même de revenir sur ses actes passés en vue de les défendre, de les expliciter pour les générations présentes et futures (Coulibaly, 2021).

4. Histoire, littérature factuelle et auto-développement du Burkina Faso

Dans ce volet, nous cherchons à établir un pont entre l'histoire et la littérature, d'une part ; et étudier l'impact des valeurs et savoirs locaux sur le développement, d'autre part.

4.1. Interactions entre faits historiques et faits littéraires

Les mémoires et les biographies sus-évoqués entretiennent des liens étroits avec l'histoire du Burkina Faso et même de l'Afrique en général. Ces productions retracent, aux plans africain et mondial, les grands événements historiques tels que les périodes

précoloniale, coloniale, le panafricanisme, les guerres mondiales, les indépendances africaines, l'Afrique postcoloniale⁴⁴.

À l'échelle nationale, tous les pouvoirs qui se sont succédé au sommet de l'État sont passés à la loupe par l'ensemble des personnalités politiques étudiées : les uns pour vanter leurs actions et idéologies politiques ou celles de tiers dirigeants⁴⁵, les autres pour apporter une critique acerbe sur la mauvaise gestion des biens publics⁴⁶.

Une telle situation concerne essentiellement les pouvoirs de O. Coulibaly (1957-1958), de M. Yaméogo (1958-1966), de S. Lamizana (1966-1980), de S. Zerbo (1980-1982), de J. B. Ouédraogo (1982-1983), de T. Sankara (1983-1987) et de B. Compaoré (1987-2014). Ainsi, il est indéniable qu'il existe des interactions marquées entre les faits littéraires (mémoires et biographies) et les faits historiques. Les auteurs distillent également dans leurs écrits des valeurs et savoirs endogènes propices à l'auto-développement du Burkina Faso.

4.2. Valeurs endogènes et auto-développement du Burkina Faso

Pour évaluer l'impact des valeurs et des savoir-faire locaux sur le développement de l'Afrique en général et du Burkina Faso en particulier, nous considérerons le panafricanisme comme la valeur cardinale de laquelle sont issues les autres valeurs retenues : la solidarité, l'éducation, la liberté, l'identité culturelle. En effet, l'essentiel des valeurs promues par les Africains se loge dans les concepts de *panafricanisme*⁴⁷ et parfois de *nationalisme*⁴⁸. Ces courants de valeurs charrient d'énormes codes politique, éthique, moral, spirituel, sociologique voire économique dont le but ultime est le développement, l'affranchissement du continent noir. Pour

⁴⁴ Cf. Les mémoires de Sangoulé Lamizana (1999a, 1999b), Joseph Issoufou Conombo (2003), Tiémoko Marc Garango (2007) pour ne citer que ces auteurs.

⁴⁵ Voir notamment Gérard Kango Ouédraogo (2008), Laurent Bado (2014), les nombreuses biographies sur Thomas Sankara (1987, 1989, 1997, 1990...), Daniel Ouézzin Coulibaly (1977, 2014, 1995...), Nazi Boni (2014) et Joseph Ki-Zerbo (2007).

⁴⁶ Cf. surtout la biographie réalisée sur le Président Maurice Yaméogo (1991).

⁴⁷ *Panafricanisme* au plan de la race noire du monde entier.

⁴⁸ *Nationalisme* au niveau des États.

les besoins du présent article, nous retiendrons quatre (04) valeurs africaines que nous lierons à la question de l'auto-développement.

4.2.1. La promotion de la solidarité africaine

La solidarité est la valeur la mieux défendue, vantée et réclamée à cor et à cri par les panafricanistes : Hailé Sélassié, Kwame Nkrumah, Sékou Touré, Jomo Kenyatta, Julius Nyerere, Amilcar Cabral, Frantz Fanon, Patrice Lumumba... Au Burkina Faso, citons, entre autres, Tiémoko Marc Garango, Joseph Ki-Zerbo, Laurent Bado, Thomas Sankara. La solidarité africaine a inspiré plusieurs types d'idéologies politiques au Burkina Faso : la *garangose*, le socialisme démocratique, la démocratie participative, l'actionnariat populaire.

4.2.2. La *garangose*

Pour juguler la crise économique exacerbée entre 1965-1966, S. Lamizana fait appel à l'intendant militaire T. M. Garango. Celui-ci met au point une politique d'austérité sociale et économique afin d'impacter les mentalités et redresser les finances du pays. Cette politique a été qualifiée de *garangose*, du nom de son initiateur, par les masses populaires. Elle désigne donc à la fois une philosophie de vie et un autofinancement du développement :

Pour moi, la *garangose*, en fin de compte, est un style de vie, c'est-à-dire qu'il faut vivre selon ses moyens, qu'il faut bien gérer ses affaires, qu'il faut travailler toujours davantage et mieux. Donc en résumé, on peut dire que la *garangose*, c'est le réalisme, c'est la rigueur, c'est le progrès dans l'ordre et la discipline. (Garango, 2007, p. 116).

Elle postule « qu'avant de compter sur autrui, nous devons, avant tout, compter sur nous-mêmes et ne pas nous laisser bercer par des illusions dépassées et des solutions de facilité. » (Garango, 2007, p. 79).

Concrètement, il s'agit d'équilibrer le budget national en recettes et en dépenses. Pour renflouer les caisses de l'État, plusieurs mesures

furent prises : réduction des dépenses⁴⁹, instauration de nouveaux impôts et taxes⁵⁰, souscription volontaire populaire. L'implication de toutes les couches sociales à cette initiative souverainiste a abouti à l'équilibre du budget de 1967, une première dans l'histoire du pays : « En définitive, le budget de Haute-Volta pour l'année 1967, équilibré sans subvention extérieure et qui peut être considéré comme un budget qui reflète la vraie physionomie de la Haute-Volta est arrêté en recettes et en dépenses à 8 374 773 000. » (Garango, 2007, p. 77). Même au niveau des institutions financières sous-régionales et internationales, la Haute-Volta parvenait à rembourser ses dettes. Ainsi, la *garangose* a été la première grande forme de solidarité nationale dans notre pays.

4.3.3. Le socialisme démocratique

Le capitalisme fondé sur un libéralisme total, le socialisme et le communisme athéistes⁵¹ ne répondaient pas aux besoins spécifiques des Noirs. Il fallait, pour les africanistes, endogénéiser le chemin du développement du continent. C'est dans cette dynamique que Ki-Zerbo (2007) théorise le socialisme démocratique dont le soubassement est le *Ubuntu* qui est un mot zoulou signifiant solidarité. Le *Ubuntu* professe : « Sans l'autre je ne suis rien, sans l'autre je n'existe pas ».

Le Mouvement de libération nationale (M.L.N.)⁵², parti panafricain, naît le 25 août 1958 à Dakar pour valoriser et mettre en pratique ce socialisme africain. Le M.L.N. est par principe anti-impérialiste, anticolonialiste et anti-néocolonialiste. Il appelle de tous ses vœux à la création des États-Unis d'Afrique.

49 Réduction des indemnités, des allocations familiales, des dotations du plan et de l'infrastructure, suppression des primes de rendement et indemnités spécifiques.

50 Ce sont entre autres : impôt cédulaire de 3% sur les salaires de moins de 10 000 et sa majoration à 5% sur les salaires de plus de 10 000 ; taxes nouvelles ou supplémentaires sur la volaille, la cola, les loyers, le poisson, abandon d'un demi-mois de salaire à retenir en six mensualités pour les salariés, céder la moitié de sa patente à l'État pour les commerçants,

51 Il faut néanmoins souligner que le socialisme et le communisme ont inspiré bon nombre d'africanistes dans leur positionnement idéologique. En pleine colonisation, ces socialistes et communistes occidentaux furent partie de ceux qui partageaient au mieux les revendications d'autonomie et de liberté des pays colonisés.

52 Le M.L.N. est créé par les panafricanistes J. Ki-Zerbo (Haute-Volta), Albert Tévoédjrè (Dahomey), Jean Pliya (idem)...

4.3.4. La démocratie participative

T. Sankara, lui, a mis en avant au sein du Conseil national de la révolution (C.N.R.) le concept de *démocratie participative*. Le peuple doit être l'acteur principal de son développement en participant à tous les chantiers d'intérêt public.

Les Comités de défense de la révolution (C.D.R.) en constituent les cadres d'expression à tous les niveaux déconcentrés des villages jusqu'aux quartiers des villes. La *démocratie participative* s'oppose à la démocratie électoraliste et parlementaire qui constitue un « luxe pour l'Afrique⁵³ » :

Le bulletin de vote et un appareil électoral ne signifient pas, par eux-mêmes, qu'il existe une démocratie. Ceux qui organisent des élections de temps à autre, et ne se préoccupent du peuple qu'avant chaque acte électoral, n'ont pas un système réellement démocratique. [...] On ne peut concevoir la démocratie sans que le pouvoir, sous toutes ses formes, soit remis entre les mains du peuple ; le pouvoir économique, militaire, politique, le pouvoir social et culturel. (Granma, La Havane, août 1987)⁵⁴.

La démocratie participative entend également réduire l'influence des pouvoirs traditionnels et engager les femmes à prendre activement part aux projets structureaux de développement. Plusieurs résultats significatifs ont été engrangés sous la révolution : l'exemplarité au sommet de l'État, la valorisation des produits locaux (pagne Faso Danfani), des identités culturelles nationales⁵⁵,

53 Formule de Jacques Chirac devenue célèbre : « La démocratie est un luxe pour l'Afrique ».

54 Le Monde diplomatique, « Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique » disponible sur <https://www.monde-diplomatique.fr/2007/10/JAFFRE/15202>

55 Ces identités culturelles nationales s'expriment au plus haut sommet de l'État à travers la prise d'importantes mesures allant dans le sens de la promotion des langues nationales. Ainsi, La Haute-Volta reçoit le nom de « Burkina Faso » conjuguant les trois langues nationales les plus représentatives : le *moore* « Burkina » signifiant « homme intègre », le *jula* « Faso » signifiant « patrie » et le *fulfuldé* « bè » dans la terminaison pour désigner les habitants du pays (les « Burkinabè »). Dans la même dynamique, l'hymne national est remplacé et prend le nom de « Ditanyè » qui signifie le chant de la victoire en langue *Lobiri*. Aujourd'hui, le « Ditanyè » est traduit dans pratiquement toutes les langues nationales. À l'époque, le Discours d'orientation politique (D.O.P.), cadre légal de l'action de la révolution sankariste, est également traduit en langues locales. À cela

la construction des logements sociaux (cités), des barrages, des routes...

4.3.5. L'actionnariat populaire ou le grégarisme africain

L'actionnariat populaire est théorisé par L. Bado (2014) qui part d'une analyse profonde de deux grands modèles de développement qui ont échoué, selon lui, à humaniser les sociétés. D'une part, il s'agit du *libéralisme* prônant la liberté individuelle et le *capitalisme privé* exploiteur axé sur la recherche du profit égoïste. Il fonctionne suivant le principe du *chacun pour soi*. D'autre part, on a le *socialisme* qui met en avant la liberté collective et le *capitalisme d'État* oppresseur sur le principe du *un pour tous*. « L'un sépare les hommes au lieu de les distinguer, oppose l'individu au groupe ; l'autre les confond au lieu de les unir, oppose le groupe à l'individu ». (Bado, 2014, p. 21).

Entre ces deux modèles, se trouve le modèle africain fondé sur la solidarité et le capitalisme mixte : capitalisme d'État (biens collectifs comme les champs familiaux) et capitalisme privé (biens privés comme les champs individuels). Le modèle africain exalte le principe du *un pour tous et tous pour un*. La concrétisation au plan national se traduit par *l'actionnariat populaire*, un système dans lequel, toutes les composantes de la société participent activement au financement et à la création d'entreprises étatiques. Cette solution de solidarité économique et sociale n'avait jamais été mise en pratique depuis 1987⁵⁶. Néanmoins, les autorités actuelles⁵⁷ du Burkina Faso ont décidé de la mise en œuvre de cette voie originale et endogène de développement. C'est aussi par la même stratégie que le pays fait face au coût élevé de la guerre contre le terrorisme auquel il fait face. En quelques mois de mise en œuvre de

s'ajoute l'utilisation des langues nationales dans l'administration publique avec cette nomenclature des textes officiels comme le « zatu » ou ordonnance présidentielle, le « kiti » ou décret, le « raabo » ou arrêté ministériel, le « koega » ou circulaire.

56 15 octobre 1987, date de l'assassinat de Thomas Sankara.

57 Il s'agit du Capitaine Ibrahim Traoré (à partir du 30 septembre 2022) et de ses gouvernements.

l'actionnariat populaire ou entrepreneuriat communautaire, les résultats sont déjà encourageants sur le terrain⁵⁸.

4.3.6. La promotion de l'Éducation et des identités culturelles

« L'éducation est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés », dicit Ki-Zerbo (1990, p. 16). En conséquence, le panafricanisme est inopérant sans l'éducation : *Éduquer ou périr*, nous écrit Ki-Zerbo. Il s'agit d'une éducation basée sur les identités culturelles panafricaines du passé, du présent et du futur. (Ki-Zerbo, 2007 : 114). Pour contrecarrer les effets néfastes de l'école coloniale sur les ex-colonisés africains, pour donner à l'éducation ses lettres de noblesse, Ki-Zerbo (1990, p. 99-106) propose : la vulgarisation et l'africanisation de l'école, l'intégration des langues maternelles dans le système éducatif, l'augmentation des budgets alloués à l'éducation. À ce propos, plusieurs programmes d'instruction, d'alphabétisation et de formation dans les langues nationales furent initiés au Burkina Faso⁵⁹. Mais, il est regrettable qu'après plus de soixante ans d'école, les Noirs soient toujours dans l'incapacité d'assurer leur auto-suffisance alimentaire.

4.3.7. La Liberté individuelle et collective

58 Avec cette politique, plusieurs entreprises et usines dans les domaines agro-sylvo-pastoraux, des mines sont programmées pour sortir prochainement de terre en vue de booster le développement par des initiatives locales. À titre illustratif, la pose de la première pierre de construction de l'usine de transformation de la tomate dans la ville de Bobo-Dioulasso a eu lieu le 23/09/2023, celle de la première raffinerie d'or au Burkina Faso date du 23/11/2023 à Ouagadougou... Le coût des travaux de toutes ces initiatives provient de l'actionnariat populaire.

59 Ce sont entre autres, les Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA) (1985-1986) ; les Centres Permanents d'Alphabétisation (CPAF) ; le Programme Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB) de 2000 à 2010 ; le Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB) de 2012 à 2021 ; le Programme Apprentissage du Français à partir des Acquis de l'Alphabétisation (ALFAA) en 1992 ; la mise en place d'Écoles Satellites (ES) et les Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CEBNF) visant les exclus du système éducatif classique (9 et 15 ans) ; la création du Centre International pour l'Éducation des Femmes et des Filles en Afrique (CIEFFA) en 1999 sous les soins d'Aminata Elisabeth Ouédraogo ; la naissance du Forum for African Women Educationnalists (FAWE) en 1992.

Le panafricanisme est aussi avant tout une lutte pour la dignité et la libération de la race noire et africaine maintenue sous le joug colonial et impérialiste des Blancs. Dans ce contexte d'assujettissement des peuples noirs, l'une des quêtes primordiales des panafricanistes demeure l'émancipation, la libération, l'indépendance immédiates de tous les pays africains non encore politiquement autonomes. Dans la même foulée, des voix montèrent pour réclamer la liberté d'expression, d'opinion et l'égalité des droits entre les Noirs et les Blancs. Plus tard, dans tous les États africains, le principe de la liberté sera défendu par plusieurs acteurs, parfois même au prix du sang : « Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple », s'exclamait le Révolutionnaire T. Sankara.

Au regard de la richesse et de la profondeur de toutes ces valeurs pour le développement endogène, il s'avère impératif d'y consacrer l'énergie nécessaire pour leur mise en œuvre effective au Burkina Faso et partout en Afrique. Car « si nous cessons de penser que nos genres de vie indigènes sont inférieurs, alors nous pourrions utiliser cela comme une base sur laquelle nous adaptons toutes les idées importées que nous jugerons utiles. Utiliser les valeurs africaines comme fondation a l'avantage de n'être pas importé et donc d'être relativement bon marché ». (Magbaily Fyle cité par Ki-Zerbo, 1992, p. 5).

5. Savoirs locaux et développement endogène du Burkina Faso

Nous nous intéresserons particulièrement aux savoir-faire locaux dans les domaines de la santé, de la culture et de l'artisanat.

5.1. La médecine et la pharmacopée traditionnelles

L'adoption de la convention internationale sur le patrimoine culturel immatériel par l'UNESCO en 2003 constitue une décision qui vient renforcer l'intérêt et la défense de la médecine traditionnelle. En effet, la médecine indigène est une science

ancestrale dont l'efficacité et l'accessibilité à moindre coût dans les offres de soins divers ne sont plus à démontrer.

Au Burkina Faso, face à un système moderne de santé coûteux, difficile d'accès, avec parfois une crise de confiance entre agents soignants et patients, le développement de la pharmacopée traditionnelle, prônée par Ki-Zerbo (1992), constitue une bouffée d'oxygène pour les populations. Son adoption et sa promotion par les décideurs politiques permettent de pallier les carences en offres sanitaires aux niveaux professionnel, infrastructurel, logistique, médicamenteux. (Jaffré, Olivier de Sardan, 2003).

Il faut souligner que la médecine et la pharmacopée traditionnelles sont prises en considération dans l'organigramme du ministère de la santé du Burkina Faso à travers la Direction générale de la pharmacie, du médicament et des laboratoires (D.G.P.M.L.⁶⁰). Elle comprend quatre sous-directions dont la Direction de la promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles (D.M.P.T.), entièrement consacrée aux savoirs et savoir-faire endogènes en matière de santé.

Au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), le Pr J. Ki-Zerbo a initié et dirigé plusieurs rencontres et recherches scientifiques sur la médecine et la pharmacopée traditionnelles⁶¹ en vue d'entériner le mixage entre les pratiques modernes et traditionnelles de santé au bénéfice des populations. Aujourd'hui, au Burkina Faso, cet appel trouve de plus en plus une oreille attentive auprès des différents acteurs. En effet :

Certains médecins modernes n'hésitent pas à conseiller, sous réserve de certaines conditions, la fréquentation des thérapeutes à leurs patients. La collaboration entre les deux formes de médecine est en bonne voie, même si des actions d'envergure tardent à voir le jour. Pourtant, il ne serait pas exagéré de dire qu'au Burkina Faso, presque toute la population a

⁶⁰La GNPML a été créée par décret n°2002-464/PRES/PM/MS du 28 octobre 2002.

⁶¹À titre illustratif, on a la création en 1978 de l'Institut de recherche en sciences de la santé du Centre national de la recherche scientifique et technologique (IRSS/CNRST) ; l'organisation du 10^e colloque du CAMES sur la pharmacopée et la médecine traditionnelles africaines tenu à Ségou au Mali du 07 au 10 décembre 1998.

recours à la médecine et la pharmacopée traditionnelles. (Kibora, 2016, p. 698).

5.2. La promotion de la culture et de l'artisanat au Burkina Faso

La prise en main du fait culturel au Burkina Faso est d'abord venue des acteurs civils. « La première organisation autonome des acteurs date de 1963 avec la création de l'Association voltaïque pour la culture africaine (A.V.C.A.) dont le promoteur fut Joseph Ki-Zerbo [...] son rôle est d'encourager les activités littéraires, scientifiques et artistiques. » (Dakouo, 2011, p. 70). En 1966, c'est au tour du Cercle des activités littéraires et artistiques de Haute-Volta (CALAHV) de prendre date avec l'histoire pour promouvoir la littérature, la danse, la musique, la danse, la peinture, la sculpture.

L'impulsion de l'État, elle, interviendra à la II^e République en 1971⁶² avec la création du Ministère de l'éducation nationale et de la culture définissant la vision politique de la culture : « Une politique de la culture aura pour objet de remodeler la mentalité du Voltaïque pour plus de fierté, de dignité en prenant pour base nos valeurs traditionnelles et en mobilisant tous les moyens d'expression. Un effort national sera consenti pour doter le pays d'un minimum d'infrastructure culturelle. » (Discours du Président S. Lamizana cité par Y. Dakouo, 2011, p. 74).

Avec l'avènement du Conseil national de la révolution (C.N.R.), de 1983 à 1987, les nouvelles autorités se fixent pour objectif de « vulgariser le fait culturel dans toutes ses composantes et à tous les niveaux de l'organisation sociale » (Dakouo, 2011, p. 75). La création de la Semaine nationale de la culture (S.N.C.)⁶³ constitue le tremplin de la valorisation des savoirs et savoir-faire culturels au

62 La II^e République (14 juin 1970 – 8 février 1974).

63 La Semaine nationale de la culture (S.N.C.) fut créée par la décision n°328/ENAC/DGAC du 29 juillet 1983 sous le règne du Conseil provisoire de salut du peuple (C.P.S.P.) qui fut renversé par le CNR une semaine plus tard le 4 août 1983. La première édition de la SNC s'est déroulée du 20 au 30 décembre 1983 à Ouagadougou, la deuxième édition du 13 au 20 décembre 1984 à Gaoua. Les éditions suivantes seront biennales.

Burkina Faso dans les domaines suivants : littérature, musique, danse, sculpture, art culinaire, sports, langues nationales.

L'artisanat occupe également une place de choix dans le processus d'endogénéisation. Les savoirs et savoir-faire locaux dans ce domaine, véritables sources économiques, sont aussi étendus que les variétés artisanales : le tissage, la teinture (les pagnes Faso Danfani et Koko Donda⁶⁴), la céramique, la vannerie, la maroquinerie, la sculpture, l'art culinaire... L'organe promotionnel de l'art, par excellence, est le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO⁶⁵). Au SIAO, il faut ajouter les musées nationaux comme privés, véritables espaces de restauration, de conservation et de diffusion de ces objets d'art.

Conclusion

Il faut en général aux pays africains et en particulier au Burkina Faso des mécanismes de valorisation des savoirs autochtones et des expertises locales. Les diverses politiques extérieures de financement du développement sociopolitique et économique dans ces pays ont montré leurs limites. L'aide publique au développement via des systèmes d'endettement savamment orchestrés par les institutions financières internationales⁶⁶ pour booster la croissance économique dans nos pays a échoué. Tous les panafricanistes s'accordent à dire que le vrai développement passe par la mobilisation des ressources matérielles et humaines internes : c'est cela même le sens de l'autonomie et de la souveraineté nationales.

En revisitant l'histoire du Burkina Faso au travers des mémoires et des biographies de personnalités publiques, il est ressorti une prise de conscience politique quant à la nécessité d'axer les stratégies et programmes de développement sur les valeurs endogènes et les

64 Sur le koko donda, voir les travaux de Master de Rahmate Ouédraogo : *Le koko donda dans la ville de Bobo-Dionlasso (Burkina Faso) : 1957-2021*.

65 Les prémices du SIAO remontent à l'année 1984, sous la révolution de Thomas Sankara dans le cadre de la promotion du commerce extérieur. La première édition s'est tenue dans la cour de la Maison du peuple en octobre 1984. Mais, le SIAO, tel que connu de nos jours, fut officiellement institué en 1990.

66 La Banque mondiale et les institutions de Breton Woods.

savoirs locaux. La fierté et la fibre patriotiques des citoyens d'un pays se mesurent par le degré de leur implication à la gestion de la cité à tous les niveaux. L'instruction, l'éducation, la formation technique et professionnelle, l'alphabétisation adaptée aux besoins socioéconomiques des populations constituent des gages de développement endogène durable. Cela suppose qu'au sommet des États africains, nous ayons des leaders politiques qui insufflent la gouvernance vertueuse et souverainiste. L'union engageante et la solidarité agissante des pays africains sont les valeurs irréductibles de la croissance économique. L'émancipation des peuples africains sera endogène ou ne sera pas.

Bibliographie

CAPES, 2006, *État des lieux des savoirs locaux au Burkina Faso*, Ouagadougou, EDIPAP international/Imprimerie ENIF.

CHANAIWA Edem Kodjo David, 1981, « Panafricanisme et libération », in *Histoire générale de l'Afrique, VIII : L'Afrique depuis 1935*, Ali A. Mazrui (dir.), UNESCO.

CHARAUDEAU Patrick & MAINGUENEAU Dominique, 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil.

COULIBALY Dofini Dieudonné, 2021, *Écritures de soi au Burkina. Vers une approche pragmatique des formes autobiographiques*, Thèse de doctorat unique : lettres : Université Joseph KI-ZERBO.

DAKOUO Yves, 2011, *Émergence des pratiques littéraires modernes en Afrique francophone. La construction de l'espace littéraire au Burkina Faso*, Ouagadougou, Harmattan.

GENETTE Gérard, 1972, *Figures III*, Paris, Seuil.

HAMON Philippe, 1993, *Du Descriptif*, Paris, Hachette.

JAFFRÉ Yannick, OLIVIER DE SARDAN Jean Pierre, 2003, *Une médecine inhospitalière : les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*, Paris, APAD-Karthala

KIBORA Ludovic Ouhonyoué, 2016, « Culture immatérielle et promotion du développement endogène : le cas de la médecine traditionnelle », in Actes du colloque international sur le

thème *Développement endogène en Afrique et mondialisation, une relecture de la pensée du Professeur Joseph KI-ZERBO*, Ouagadougou, Fondation Joseph Ki-Zerbo.

KI-ZERBO, J., 1972, *Le monde africain noir : l'histoire de l'Afrique noire : des origines à nos Jours*. Paris, Hatier.

KI-ZERBO Joseph, 1978, *L'histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*, (rééd.), Paris Hatier.

KI-ZERBO Joseph, 1990, *Éduquer ou périr*, Paris, UNICEF.

KI-ZERBO Joseph, 2007, *Repères pour l'Afrique*, Dakar, Panafrika.

KI-ZERBO Joseph, 2009, *La natte des autres ; pour un développement endogène en Afrique*, (réédition) Ministère de la culture de l'Algérie.

KI-ZERBO Joseph, 2010, *A propos de culture*. Ouagadougou, Fondation pour l'Histoire et le Développement endogène de l'Afrique.

KI-ZERBO Joseph, 2013, *A quand l'Afrique ?* Entretien avec René Holenstein, Editions d'En-bas.

LAMIZANA Sangoulé, 1999a, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar.

LAMIZANA Sangoulé, 1999b, *Sur la brèche trente années durant*, Paris, Jaguar.

LEJEUNE Philippe, 1996, *Le Pacte autobiographique*, Paris, Seuil.

MARÉ Dobi Parfait, 2019, « Joseph Ki-Zerbo et le panafricanisme », in *Contemporary Journal of African Studies* n°6 (1), pp. 59-75.

SANKARA Edgar, 2016, *Récits de vie au Burkina Faso. Enjeux, rhétorique, réception*, Paris, L'Harmattan.

SANOU Salaka, 2000, *La littérature burkinabè : l'histoire, les hommes, les œuvres*, Limoges, PULIM.

STIKER-METRAL Charles-Olivier, 2014, *L'Autobiographie*, Paris, Flammarion.

UNESCO, 2012, *Textes fondamentaux de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, Paris, Unesco.